



ARRETE DU MAIRE
N°47-2022

**D'opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le maire de Soucieu-en-Jarrest,

Vu la déclaration préalable présentée le 28/04/2022 par SAS S2B2 représenté par Monsieur Yves ANDLAUER demeurant 11 rue de la Voie Lactée 69370 St Didier au Mont d'Or enregistrée DP 069 176 22 00035,

Vu l'objet de la déclaration :

- pour une division ;
- sur la parcelle AB0565 située rue des Roches à SOUCIEU-EN-JARREST ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

Vu la demande de pièces complémentaires adressée le 23 mai 2022 par lettre recommandée avec accusé de réception, réceptionnée le 25 mai 2022 par le pétitionnaire,

Considérant que le pétitionnaire n'a pas produit les pièces demandées dans le délai imparti de 3 mois suivant la réception de la demande de pièces complémentaires ;

ARRÊTE

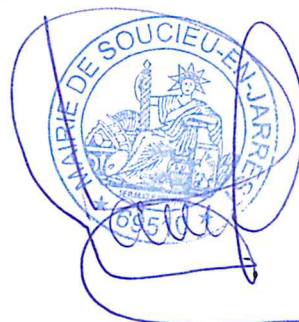
Article unique

Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à SOUCIEU EN JARREST,

Le **12 SEP. 2022**

Le Maire,
Arnaud SAVOIE



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

En application du décret N°2004-112 du 12/02/2004, le pétitionnaire peut contester le refus de visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France auprès du Préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision. Le Préfet de région se prononce dans un délai de 3 mois après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites.